https://www.elcorreo.eu.org/Politique-de-la-crise-financiere-2-DEFONCER-LA-FINANCE-NEOLIBERALE-PRINCIPES-ET-METHODES

Politique de la crise financière, 2 DEFONCER LA FINANCE NEOLIBERALE : PRINCIPES ET METHODES

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mercredi 24 juin 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Préalable : « La finance *néolibérale* », pas « la finance » tout court. On dit souvent qu'on veut faire la peau « à la finance ». Lâcher le mot « finance », aussitôt arrive son cortège d'images liées : salles de marchés, costumes trois pièces ou traders débraillés, bonus en folie, cocaïne à gogo. Avec ça, on veut en finir. On a raison. Même si, en l'occurrence, dire « la finance » est une approximation â€" parfaitement recevable à des fins polémiques dans la période.

En toute rigueur, cependant, il faut procéder avec « la finance » comme avec « le capitalisme » : en donner le concept, qui restera une abstraction, puis en examiner les réalisations historiques successives. La finance néolibérale est l'une de ces réalisations â€" mais qui n'épuise pas le concept. La finance, *dans son concept*, se définit comme l'ensemble des institutions et des procédés qui permettent à certains agents de dépenser plus qu'ils ne gagnent pendant un certain temps. Et c'est tout. Une finance est nécessaire pour amorcer une production, c'est-à-dire pour en réunir les moyens préalables quand on n'en a pas les moyens.

En d'autres termes, *la finance est le système de l'avance*. Tel est son concept. Il n'est pas une organisation économique à division du travail suffisamment profonde qui n'ait besoin d'un système de l'avance. Même **une économie communiste** appellerait une finance â€" une manière d'organiser collectivement les avances : en l'occurrence hors tout marché, et sous la forme d'un système fédéral de caisses économiques.

De quelques arguments (néolibéraux) à ignorer

Utiliser la crise financière pour faire de la politique a pour sens d'abattre la finance *néolibérale*. Le degré auquel cette dernière a solidifié ses arguments justificateurs est impressionnant. Il faudra ne se laisser impressionner par aucun. Quatre d'entre eux notamment :

– 1) **L'argument de l'innovation et des produits dérivés comme instruments de couverture du risque**. Il y a de l'instabilité dans les marchés â€" dit l'argument. De l'instabilité donc des risques de pertes quand le prix des actifs fait mouvement dans la mauvaise direction. Inventons donc de « nouveaux actifs » (*futures*), dérivés de ceux dont il faut se protéger des variations. Nouveaux actifs dérivés qui auront pour propriété de varier en sens inverse de leur sous-jacent, donc de neutraliser leurs éventuelles pertes. Ou bien des produits d'assurance (CDS : *Credit Default Swap*) qui, moyennant le paiement d'une prime, rembourseraient la perte de valeur d'une obligation si elle venait à faire défaut. Ou bien un moyen de toucher le rendement plus élevé d'un actif parce qu'il est plus risqué mais en laissant les pots cassés d'un défaut à d'autres investisseurs placés plus bas dans une certaine hiérarchie (finance structurée, ABS : *Asset-Backed Securities*). Ou bien, ou bien… Tous ces produits dérivés en leur fond sont des paris : paris sur le sort futur de certains actifs. Or, rien n'interdit de monter d'un cran et d'engager des paris sur les paris. Des paris sur la manière dont va tourner le pari pris pour référence. Et puis des paris sur les paris sur les paris. Etc. C'est la raison pour laquelle, les produits dérivés deviennent un monde en soi, sujet à un gonflement propulsé par des forces spéculatives quasi-autonomes, dont le rapport avec l'économie réelle devient de plus en plus ténu. Un monde spéculatif de plus en plus inutile.

– 2) **Un monde de plus en plus instable également**. Ici, deuxième argument â€" paradoxal. Rappelons qu'à l'origine, donc, ces produits dérivés ont été justifiés au nom du risque à couvrir, c'est-à-dire de l'instabilité à réduire. Au passage, nous retrouvons l'un des tropes les plus caractéristiques du capitalisme en son entier : il est vrai que le développement de l'accumulation entraîne quelques petits inconvénients latéraux. Qu'à cela ne tienne : voici un développement supplémentaire pour réduire les inconvénients des développements précédents. **Exemple :** certes, nous émettons un peu (trop) de CO2, mais nous inventerons la « compensation carbone » (inepte) en plantant des arbres (n'importe comment), et tiens, au passage nous inventerons un nouveau marché (sympa) des droits à polluer.

Copyright © El Correo

Dans la finance : pareil. Le cours des actifs de base (actions, obligations, change) est devenu un peu agité (certes, du fait de la spéculation), mais nous allons inventer de nouvelles couches de marché (produits dérivés) pour réparer les petites secousses de la couche primitive. Si d'aventure cette couche supplémentaire devenait à son tour instable, nous la coifferions d'une troisième. Etc.

Moralité : tout ce qui est fait dans la finance néolibérale au nom de la « protection contre l'instabilité » ne fait qu'apporter des instabilités supplémentaires. « Justifiant », comme de bien entendu, l'invention d'un étage de plus à son manège d'ensemble.

En réalité, la finance de marchés *vit de l'instabilité* : puisqu'elle fait ses gains sur les variations de cours. Qu'elle n'a donc aucun intérêt à réduire, tout au contraire. Toutes les nouvelles instabilités sont au surplus le prétexte à de nouvelles « innovations financières », dont la fonction véritable est la suivante : lancer dans la nature un machin aussi complexe et incompréhensible que possible, que seuls ses concepteurs maîtrisent à peu près, que la concurrence va mettre un moment pour maîtriser à son tour, se trompant au début dans ses calculs de *pricing*, de sorte que de jolis profits d'arbitrage seront à faire pendant toute la période d'apprentissage des autres â€" en quelque sorte la version schumpeterienne de l'innovation à l'usage de la finance.

3) L'argument de « la liquidité ». Il est important, nous dit-on maintenant, qu'il y ait autant d'argent que possible déversé dans les marchés, et que l'activité y soit aussi intense que possible, ceci pour garantir la propriété cardinale de tout marché de capitaux : la liquidité, précisément. La liquidité consiste en la possibilité pour tout investisseur d'entrer et de sortir d'un certain marché d'actif à tout instant et sans que son mouvement individuel n'entraîne de variation de prix significative. La liquidité est la certitude pour tout acheteur de trouver un vendeur, et pour tout vendeur de trouver un acheteur, au prix de marché courant et sans que leur transaction n'affecte ce prix. Et pour qu'il en soit ainsi, il faut qu'il y ait « du mouvement », « de la masse » en rotation.

Il faut d'abord souligner que la liquidité est une propriété à usage asymétrique : elle est principalement d'intérêt pour les vendeurs, c'est-à-dire pour tous ceux qui estiment devoir se retirer d'un certain compartiment de marché, et escomptent pouvoir se retirer sans casse. Évidemment, contrairement à ce que croient les idéologues de la finance, la liquidité n'est pas une propriété naturelle, ou technique : c'est une propriété sociale. Qui requiert absolument un état non polarisé des croyances financières. Car si tout le monde se met à partager la même croyance, la croyance, par exemple, que tel compartiment est à fuir de toute urgence, alors tout le monde devient vendeur… et, par le fait, il n'y a plus d'acheteur. Le prix de l'actif tombe comme pierre, et tout le monde reste collé avec son *junk* sur les bras : la liquidité s'est évaporée.

Le point qui nous intéresse ici cependant est autre. Il est qu'au nom de la liquidité, on a toléré, en fait justifié, et même encouragé, que des masses de fonds toujours plus colossales soient jetées dans les marchés, sans plus aucun rapport avec les besoins financiers de l'économie réelle. Et pour cause : le volume de ces masses détermine en fait la taille du terrain de jeu de la finance néolibérale, donc ses possibilités de profits, mais de profits purement spéculatifs â€" dont les données de l'économie réelle ne sont même plus un lointain arrière-plan.

En somme, la finance néolibérale a fait avaler que la condition sine qua non pour qu'un investisseur daigne acheter une action ou une obligation, et nous fasse la grâce de financer-l'-économie, était que des volumes astronomiques, sans rapport avec le-financement-de-l'-économie, fassent l'animation des marchés, *au nom de la liquidité*. Si bien que, du financement *effectif* de l'économie aux masses énormes qui sont supposées en fournir les conditions impératives, il y a les proportions du pâté d'alouette.

– 4) **On a gardé pour la fin l'argument généralement donné en premier par les idéologues de la finance néolibérale : l'efficience**. Il en existe plusieurs définitions, mais la plus utile du point de vue idéologique tient que les marchés sont nécessaires en vertu de leurs propriétés d'allocation optimale du capital. Eux seuls savent dans quels emplois les plus efficaces, les plus productifs, les plus prometteurs orienter les fonds qu'ils ont reçus en gestion des

Copyright © El Correo

institutions collectrices de l'épargne. L'argument est doublement grotesque. D'abord, nous venons de le voir, parce que le capital est essentiellement « alloué » au manège spéculatif, et dans les proportions qu'on vient de dire relativement à ce qui est dirigé vers l'économie réelle. Ensuite parce que, même pour la part qui revient à l'économie réelle, les désastres allocatifs du saint marché sont tout à fait spectaculaires. En fait toutes les crises financières en sont la démonstration en vraie grandeur. La bulle « Internet » éclate en 2000-2001 pour avoir jeté des financements colossaux dans des startups sans profit ni même chiffre d'affaires â€" et l'écho avec ce qui se passe aujourd'hui dans le secteur de l'IA pourrait être bientôt assourdissant. La crise des subprimes a sanctionné d'avoir jeté 800 milliards de dollars dans des crédits immobiliers ouverts à des agents qui n'avaient notoirement pas les moyens de les soutenir. On suggère par conséquent de modérer les cris de triomphe en matière d'« allocation optimale du capital ».

On a réservé l'appellation d'« éléphants blancs » aux projets de construction pharaoniques, et catastrophiques, impulsés par les gouvernements de pays en développement, soutenus par des institutions internationales, la Banque mondiale par exemple. Comme toujours, il s'agissait de stigmatiser l'incapacité des acteurs publics à faire quoi que ce soit d'intelligent en matière d'investissement : seul « le marché » sait â€" pourvu qu'on évite de regarder ses cimetières d'éléphants blancs à lui, ses centaines, voire ses milliers de milliards de dollars vaporisés dans des allocations plus ineptes les unes que les autres, bulles et autres aventures insanes. Pensons par exemple au Meta de l'excellent Zuckerberg, qui a cramé 80 milliards de dollars dans son mirifique métavers â€" avant de mettre la clé sous la porte, mais sans qu'aucun « commentateur » n'y voit quelque mise en cause possible de la sagesse de principe des décisions du « privé ».

Une ligne simple : taper fort

Voilà pour l'essentiel le dispositif argumentatif de la finance néolibérale. Il va falloir lui rouler dessus, et sans le moindre égard. Pas un seul des articles de sa sociodicée ne tient la route. On en tirera un encouragement de plus à tenir la ligne méthodologique qui gouvernera l'entreprise entière contre la finance néolibérale : taper fort. Taper très fort même. Ignorer toutes les jérémiades, tous les plaidoyers pour la « complexité ». Au contraire : *ramener la finance à l'âge de pierre* â€" entendre : au degré maximal de la *simplicité*. Il faut imposer à la finance les idées, et le cadre futur de ses opérations, les plus *sommaires*. Il faut considérer que toute poche de « complexité » résiduelle est potentiellement un lieu de reconstitution de tout ce avec quoi il s'agit de rompre : d'« innovation », de contournement, c'est-à-dire d'échappement.

Quant à la ligne stratégique, elle est la suivante : par retour à son concept, la finance a pour *fonction première et dernière de pourvoir aux avances requises par la production*. C'est à cette fonction qu'elle sera rigoureusement ramenée. Elle y restera vissée et ne sera autorisée à rien d'autre. Il s'ensuit que sa nouvelle organisation rompra radicalement avec le principe de la défausse (revendre aussitôt qu'on a acheté) et de la spéculation, pour instaurer une économie financière de l'*engagement* et de la *détention*. Investir, c'est s'engager, c'est-à-dire conserver les actifs qui matérialisent cet engagement, donc en assumer et en porter le risque â€" dans des conditions qui soient évidemment supportables, et différenciées, pour les diverses classes d'agents détenteurs : conditions de très grande sécurité pour les ménages épargnants modestes notamment.

Les classes d'épargnants se différencient par les motifs de leurs épargnes. Le motif le plus installé par les mythologies de la finance libéralisée est l'enrichissement bien sûr. *« Greed is good »* – c'est **Gordon Gekko**, renvoyant Kant aux oubliettes de l'histoire, qui dès le milieu des années 1980, formule le nouvel impératif catégorique. Nous allons donc réinstaller Kant. L'idée que l'épargne sert à bâtir des fortunes sera annulée. D'abord parce que le terrain de jeu de la finance va être drastiquement restreint pour le ramener à son périmètre fonctionnel premier â€" étroit. Ensuite parce qu'à l'intérieur même de ce périmètre, les rendements seront sévèrement réduits – on verra plus tard par quels procédés.

Copyright © El Correo

Une ligne claire : définanciarisation, reprotection sociale

Le deuxième motif de l'épargne, le seul qui concerne les ménages modestes, est la prévoyance : l'épargne de précaution. C'est un mobile de sécurité entièrement légitime face aux coups imprévisibles de l'avenir. On ne manquera cependant pas de reconnaître à nouveau ici le schème capitaliste déjà évoqué : créer des problèmes / apporter des solutions (capitalistes) aux problèmes créés. Car dans le régime d'accumulation à dominante financière, ce que l'avenir réserve d'aléas pour les ménages modestes provient presque exclusivement des instabilités… engendrées par le règne de la finance néolibérale sur l'économie. Qui a par ailleurs méthodiquement détruit toutes les couvertures collectives (chômage, maladie, vieillesse), désormais en lambeaux : on comprend, dans ces conditions, que les ménages tiennent par-dessus tout à entretenir une épargne de précaution â€" puisqu'ils ne sont plus protégés de rien et sont abandonnés à eux-mêmes. Et l'on sait pouvoir compter sur tout le système financier, banques, assurances, pour leur faire les offres les plus chatoyantes de produits d'épargne « solutions ».

Il appartient à une politique de « dé-néolibéralisation » du monde de restaurer toutes ces couvertures collectives, sociales, par leur unique et remarquable instrument : la cotisation. *C'est la couverture sociale intégrale qui rend dispensable l'épargne de précaution*. Il y a là un point décisif : les transformations qu'on se propose de faire connaître à la finance sont profondément solidaires de la restauration extensive de la protection sociale. Que ces deux éléments soient ainsi solidaires, c'est bien le néolibéralisme lui-même qui nous l'a appris mais *a contrario* : détruisant méthodiquement les formules collectives de la protection sociale pour leur substituer des formules individualisées et financiarisées de la prévoyance â€" substitution sous sa forme maximale dans le cas des retraites avec la capitalisation. Nous remettrons cette substitution sur ses pieds. En laissant cette fois la finance néolibérale dans la position de la « substituée »

Tout ceci ayant été posé, maintenant nous pouvons entrer dans le dur.

Frédéric Lordon* pour son blog « **La pompe à phynance** » dans **Les blogs du « Diplo »**

La pompe à phynance. Paris, 26 mai 2026.

Politique de la crise financière – 1 :UNE FENETRE HISTORIQUE

El Correo de la Diaspora. Paris, le 26 juin 2026.

Post-scriptum :
* **Frédéric Lordon** est un économiste qui travaille avec la philosophie, selon sa propre définition, directeur de recherche au CNRS. Il est notamment l'auteur de « ***Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*** », Raisons d'agir, octobre 2008 ; « *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme* », Presses de Sciences Po, 2008 ; « *Et la vertu sauvera le monde* », Raisons d'agir, 2003 ; « ***La politique du capital*** », Odile Jacob, 2002. **« Imperium » Structures et affects des corps politiques**. La Fabrique, septembre 2015.

Copyright © El Correo